



# Les banques de développement et les mécanismes de financement agricole

Contexte, leçons, évolutions et études de cas de 7 pays d'Afrique subsaharienne

Publié par la

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

**Publié par :**  
Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société  
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36  
53113 Bonn, Allemagne  
Telefon: +49 228 44 60-0

E info@giz.de  
I www.giz.de

Projet sectoriel Agriculture

Ce Policy Brief est basé sur l'étude "Agricultural Development Banks and Finance Facilities (AgFiFs) – Background, Lessons and Trends and a closer look at seven Sub-Saharan Countries", que a été commissionnée par le Projet sectoriel Commerce agricole, promotion du secteur agroalimentaire, financement agricole. L'étude a été élaborée par Martina Wiedmeier-Pfister, Claudia Huber et Bastian Domke.

**Responsable :**  
Dr. Heike Höffler

**Rédaction :**  
Bastian Domke

**Crédits photos :**  
GIZ

**Conception :**  
Agnes Weegen, Cologne

**Liens URL :**  
La responsabilité du contenu des sites externes énumérés relève toujours de leurs éditeurs respectifs. La GIZ décline expressément toute responsabilité de ces contenus.

**Mandaté par :**  
Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ),  
division 123

La GIZ assume la responsabilité du contenu de cette publication.

Novembre 2022

## CONTEXTE

Les agriculteurs et agricultrices des pays partenaires de la coopération allemande citent souvent le manque d'accès au financement comme un des plus grands obstacles au développement. Bien que l'accès aux crédits, aux services d'épargne, aux systèmes de paiement et aux assurances dans plusieurs pays s'est amélioré, la situation demeure généralement critique en milieu rural et en particulier pour le secteur agricole : ainsi, les besoins annuels en capitaux pour la modernisation de l'agriculture sont estimés à plus de 200 milliards d'euros rien que pour l'Afrique subsaharienne (ASS), et les petits exploitants sont particulièrement affectés.

La coopération allemande s'efforce à réduire ce déficit de financement et utilise à cet effet différents instruments allant de l'appui-conseil pour l'amélioration des conditions cadres, de la formation pour les institutions financières et les exploitations agricoles, à la mise à disposition de lignes de crédit et de participations aux fonds propres pour les banques et les institutions de microfinance.

L'un des instruments possibles consiste à promouvoir les banques parapubliques de développement agricole et les mécanismes de financement agricole, généralement connu comme les banques de développement agricole et les mécanismes de financement agricole (*Agricultural Development Banks and Finance Facilities (AgFiFs)* en anglais).

Depuis les années 1970, les AgFiFs ont été utilisées aussi bien par les pays en développement, que les pays émergents et les pays industrialisés comme principal instrument de développement des zones rurales. Elles appartiennent pour la plupart aux états et sont financées par les gouvernements et les bailleurs de fonds internationaux.

Dans le passé les AgFiFs ont parfois été instrumentalisées par les politiques (corruption, népotisme) et ont été confrontées à des problèmes considérables tels que l'absence de réseaux de distribution et l'octroi de crédits sans offre simultanée de possibilités d'épargne. De ce fait elles n'étaient donc pas, pour la plupart, institutionnellement en mesure de produire les effets escomptés et d'atteindre les objectifs prévus lors de leur création. Cette situation a conduit à la fermeture et la liquidation de nombreuses AgFiFs. Par conséquent, la coopération allemande a en grande partie interrompue sa participation aux AgFiFs depuis la fin des années 1980.

Dans de nombreux pays partenaires – en particulier en ASS – de nouvelles tentatives de création d'AgFiFs ont vu le jour ces dernières années. La coopération allemande a souvent été invitée par ses partenaires à soutenir de telles initiatives. Suite aux demandes des pays partenaires, le Projet Sectoriel Agriculture de la GIZ a réalisé, pour le compte de la BMZ, une analyse des potentiels de promotion des AgFiFs intitulé « Les banques de développement agricoles et les mécanismes de financement agricole – Contexte, leçons, évolutions et étude de cas de sept pays d'ASS ». Les principaux résultats de cette étude sont présentés dans ce policy brief.



- Etant donné que l'on trouve également les AgFiFs dans de nombreux pays partenaires du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) en ASS, la question d'une évaluation approfondie de ces institutions s'est posée : en collaboration avec la Banque allemande de développement (KfW), les AgFiFs de 7 pays d'Afrique (Bénin, Togo, Mali, Burkina Faso, Nigeria, Cameroun, Malawi) ont été examinés et les résultats suivants ont été observés :
  - Le rôle et le potentiel des banques de développement en tant que catalyseurs pour la promotion des transformations structurelles sont largement reconnus. Elles y arrivent en refinançant des institutions financières ou en octroyant directement des crédits par le biais de banques commerciales ou de banques de développement, de mécanismes de garantie de crédit, ou de formes mixtes comme le „Mécánisme incitatif de financement agricole“ (MIFA au Togo) et le „Nigeria Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending“ (NIRSAL au Nigeria).
  - Elles contribuent de manière significative à la réalisation des objectifs socio-économiques en desservant les secteurs du marché que les banques commerciales considèrent comme non commercialisables.
  - Les mécanismes de financement publics présentent un potentiel pour la réalisation des agendas internationaux tels que le financement de projets climatiques (adaptation et atténuation) et la transformation du secteur agroalimentaire qui en découle. Pour cela, des efforts à moyen et long terme sont nécessaires pour la création, l'amélioration de la gouvernance et la capacité d'exécution de ces institutions. Il est bénéfique d'inclure des représentants du secteur (micro)financier et du secteur privé dans les organes de contrôle ou dans les étapes préparatoires en cas de réforme ou de création des AgFiFs. Un éventuel rôle ou une implication (trop) importante des multinationales agricoles devrait être impérativement évité.
- Les banques de développement agricole et les instruments de financement agricole (entièrement ou partiellement détenus par l'État) sont un des instruments du secteur financier pour le financement de l'agriculture, qui est à nouveau utilisé aujourd'hui par de nombreux gouvernements et certains bailleurs de fonds internationaux. La collaboration avec les AgFiFs peut être une approche prometteuse pour stimuler le développement rural.
- Bien que les données et les évaluations qualitatives concernant ces institutions soient incomplètes, les AgFiFs ont connu une certaine renaissance depuis 2008, y compris en ASS.<sup>1</sup> Cela se manifeste également par le fait que les gouvernements et certains bailleurs de fonds (par exemple le FIDA, la BAD) utilisent de plus en plus les banques publiques pour le financement agricole et en ont parfois créé quelques-unes (depuis 2000 : 20 AgFiFs nouvellement créés au niveau mondial, également en ASS comme par exemple la Banque Agricole Du Faso (BADF) au Burkina Faso).
- Dans ce contexte, les mécanismes d'intervention et surtout le respect du devoir de diligence dans les structures de gouvernance internes de ces institutions ont été adaptées aux expériences acquises en ASS. Les bonnes pratiques observées en Asie (en ce qui concerne les structures de gouvernance, le rôle central du cadre réglementaire et l'intégration dans des stratégies de développement agricole plus larges) ont également été prises en compte.

<sup>1</sup> cf. Eurodad, Public development banks: towards a better model, 2017



- Dans le contexte africain, certaines de ces institutions ont adopté une approche durable, avec des structures de gouvernance solides et une transparence totale, afin de pouvoir fournir des services financiers axés sur le développement tout en restant des banques commerciales profitables. (Banque Nationale de Développement Agricole - BNDA au Mali) ou comme banque de développement (Development Bank of Nigeria - DBN au Nigeria, créée entre autres avec l'appui de la KfW en 2015).<sup>2</sup>
- Certaines AgFiFs (par exemple au Cameroun ou l'*Anchor Borrower Programme*<sup>3</sup> au Nigeria) se sont révélées problématiques en raison de mauvaises incitations et de mécanismes de distribution peu transparents.

Après la finalisation de l'étude, un guide bref et pratique sur la gestion des AgFiFs a été élaboré en 2021 par la GIZ et la KfW. Ledit guide a déjà été testé au Togo et au Malawi en vue d'une éventuelle usage pratique. Cela permet de garantir que la promotion des AgFiFs par la KfW et la GIZ s'effectue non seulement sur les mêmes bases conceptuelles mais aussi soit conçue de manière complémentaire. Les éventuelles interventions de promotion doivent être préparées conjointement par la GIZ et la KfW dès le début. Les deux organisations peuvent inclure leurs instruments spécifiques. Dans ce cadre il est essentiel que les interventions soient bien coordonnées et que la coopération allemande parle d'une seule voix.

## NÉCESSITÉ D'AGIR DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE THÉMATIQUE CLÉ « EWOH »

- Selon la stratégie thématique clé de l'EWOH « l'accès au financement est la condition préalable pour que les petits agriculteurs et les petites entreprises puissent investir dans leurs exploitations, assurer leur propre autosuffisance et leur approvisionnement en besoin de base. L'accès au financement pour les petits agriculteurs et les petites entreprises permet de produire pour le marché et, par conséquent, permet d'augmenter les revenus et la marge de décision concernant leur propre économie et leur vie ». Un des possibles instruments pour atteindre cet objectif est de promouvoir les AgFiFs.
- Dans le cadre de SEWOH, le portefeuille de financement agricole du BMZ en ASS a été considérablement élargi, notamment avec le Projet Global (GV) Financement Agricole de la GIZ et divers projets de la KfW<sup>4</sup>. L'accès au financement est toujours considéré comme la clé élémentaire du développement des zones rurales et il reste important de continuer à promouvoir les thématiques afférentes dans les pays des thèmes clés EWOH (et cas échéant la formation et la croissance durable pour des emplois de qualité). A cet effet les AgFiFs sont une voie de promotion sollicitée par les partenaires.
- Cela nécessite toutefois une coordination ciblée de la communauté des donateurs ainsi que des institutions financières privées : la coopération avec d'autres donateurs comme la Banque Mondiale, les banques régionales de développement et les organisations des Nations Unies comme la FAO et le FIDA est essentielle pour établir un consensus sur le rôle et la collaboration avec les AgFiFs. L'expérience en matière de planification et de mise en œuvre a montré que la GIZ et la KfW peuvent parfaitement être complémentaire en la matière.

<sup>2</sup> KfW comme modèle: Le Nigeria a établi une banque de développement – [Lien](#)

<sup>3</sup> Pour plus de détails: ABP Guidelines October 13 2021

<sup>4</sup> Comment évaluer les banques de développement agricole et les institutions financières agricole appartenant à l'État – Guide pratique pour la coopération allemande au développement – Chhatwal, Domke, Pace, Salzer, 2021



- Dans ce contexte, l'échange avec les gouvernements partenaires dans le cadre du dialogue politique est d'une importance capitale pour définir les dispositions réglementaires et les structures de gouvernance pour les AgFiFs et, le cas échéant, soutenir les étapes de réforme.

## EXEMPLE PRATIQUE DU BENIN

- Ces expériences d'apprentissage ont été prises en compte lors de l'évaluation de la poursuite de la coopération avec le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) béninois par le BMZ, la GIZ et la KfW.
- Alors que le BMZ s'efforce à améliorer la gouvernance dans le cadre du dialogue politique, la coopération technique (TZ) /GIZ coopère déjà avec le FNDA depuis 2019, par exemple dans le cadre du renforcement des capacités économiques et financières des demandeurs de crédit (GV Financement agricole, GV Centres d'innovation verte) ainsi que l'appui-conseil des institutions financières en matière d'offres de services financiers adaptées à leurs besoins (Groupe de travail sur le Financement agricole).
- Lors de la préparation d'un engagement de la KfW pour le financement du FNDA, des concertations ont eu lieu avec tous les acteurs concernés. Concrètement, la mise en œuvre des mesures d'accompagnement SEWOH, en particulier la sélection des institutions financières à appuyer ainsi que le concept d'appui aux demandeurs, se fera en étroite concertation avec la GIZ.
- La KfW et le GV Financement agricole du SEWOH se sont mis d'accord sur un modèle de coopération selon lequel un plan de travail concret sera élaboré après le recrutement d'un consultant chargé de la mise en œuvre.

### Autres possibles coopérations

- Une coopération avec le MEREAF au Mali est actuellement en cours d'étude. Des partenaires ont demandé un appui-conseil pour le Togo et le Cameroun
- Les possibles interventions financières de la coopération allemande sont toujours décidées conjointement avec les unités régionales de la BMZ et doivent s'inscrire dans le portefeuille général du pays. Elles doivent également être discutées lors des négociations gouvernementales afin de pouvoir être mises en œuvre de manière concertée par la KfW et la GIZ.

Mandaté par



Ministère fédéral de la  
Coopération économique  
et du Développement

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société  
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36  
53113 Bonn, Allemagne  
T +49 228 44 60-0  
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5  
65760 Eschborn, Allemagne  
T +49 61 96 79-0  
F +49 61 96 79-11 15

E [info@giz.de](mailto:info@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)